

Paris, le 23 février 2014

Note
à l'attention des Députés du Groupe UMP
sur l'évolution et les perspectives de l'opération SANGARIS

Au terme d'un déplacement d'initiative personnelle de plusieurs jours à Bangui, dans la perspective du débat parlementaire sur l'opération Sangaris, je vous fais part des réflexions que je retire de mes observations in situ et de mes échanges avec des autorités gouvernementales, administratives, religieuses, militaires et diplomatiques, les ONG et surtout la population de Bangui rencontrée en ville ou dans les camps de réfugiés.

Avant toute chose je veux porter témoignage de l'exemplarité de l'engagement de nos forces armées. Nos unités, les hommes et les femmes qui les composent, inspirent le respect par leur professionnalisme, leur allant et leur comportement général.

Nos soldats donnent de notre Pays une image exceptionnellement forte, ce qui n'a pas de prix dans le contexte très difficile où ils interviennent.

1- La situation à BANGUI.

Celle-ci est en voie d'amélioration sensible sur le plan sécuritaire, comme sur le plan de l'économie au quotidien, sur un fond général d'inquiétude. Comme les habitants je me suis déplacé de jour à pied ou en véhicule sans problème particulier mais en évitant les quartiers « sensibles ».

Les destructions et les traces de pillage sur les habitations et les commerces sont parfaitement visibles.

L'impression générale est que cette ville et ses habitants sortent d'un cauchemar et réapprennent à vivre. Aujourd'hui le sentiment d'insécurité a largement pris le pas sur l'insécurité réelle. C'est en partie ce qui explique la pérennité des camps de réfugiés, notamment celui de l'aéroport de M'POKO que j'ai parcouru pendant plusieurs heures. On y rencontre des dizaines de milliers de personnes vivant dans une précarité extrême. Une partie d'entre elles n'a plus de maison, ou en tous les cas l'affirme, les autres sont là par peur. Il ne faut pas non plus se cacher que la distribution quotidienne des produits alimentaires de l'aide internationale joue un rôle fixateur pour une population par ailleurs fort pauvre... Le constat global est que la « normalisation » de la situation dans Bangui relève

aujourd'hui d'une action de sécurisation inspirée de notre dispositif « Vigipirate » plutôt que d'une intervention de forces armées conventionnelles telles SANGARIS, engins blindés à l'appui, en décalage avec l'atmosphère qui règne en ville. La sécurisation relève d'un ilotage actif et déterminé. Il n'en reste pas moins que la présence dans certains points de la ville de camps de regroupements des forces SELEKA, toujours armées, alimente indéniablement le sentiment d'insécurité.

Quatre zones sont sources d'insécurité :

- 3^{ème} arrondissement (Km5 et quartier SARA)
- 4^{ème} arrondissement (Boye Rabe et Golongo)
- 5^{ème} arrondissement (Miskine)
- Kilomètres 12 et 13

La question de la non-neutralisation effective des forces SELAKA et parallèlement des anti-BALAKAS fondus dans la population prend un tour aigu et commence à alimenter un discours critique contre SANGARIS et la MISCA au sein de la population comme à tous les échelons de l'« autorité » politique centrafricaine.

2- La situation hors BANGUI

N'ayant pas pu quitter BANGUI faute de temps je ne puis rapporter que les informations recueillies notamment auprès des communautés religieuses catholiques bien implantées sur le territoire.

La désorganisation, le désordre, l'insécurité semblent régner partout. On peut supposer que le Gouvernement français dispose d'informations correctes sur la situation compte tenu des « senseurs » dont il dispose sur le territoire.

SANGARIS ne s'est que très peu engagée en dehors de BANGUI, concentrant son action sur l'axe ouest BANGUI-BOUAR- Cameroun essentiel à la vie économique de la RCA. Les résultats sont très insuffisants et la circulabilité des itinéraires n'est pas assurée ; Quelques actions ponctuelles ont été entreprises dans le Nord-Ouest.

Au total apparaît aujourd'hui, près de trois mois après l'engagement de l'opération SANGARIS, une forme d'enlèvement dont les causes doivent être recherchées dans une mauvaise estimation de la situation à l'origine, la surprise « stratégique » constituée par l'émergence du mouvement anti Balaka qui a contraint SANGARIS à faire de l'interposition consommatrice d'effectifs, les relations compliquées avec le Tchad, largement impliqué dans le mouvement SELEKA, qu'il faut impérativement ménager compte tenu de sa participation active dans SERVAL, l'absence de moyens suffisants au regard de l'ampleur de la mission (les renforts réclamés début janvier viennent seulement d'être accordés pour... avril), la surestimation des capacités opérationnelles de la MISCA et des contributions internationales à la résolution de la crise...

Sur cette situation par elle-même très préoccupante se greffe une entreprise de « déplacement autoritaire » de populations musulmanes vers le Tchad ou le Nord RCA, conduite par les autorités tchadiennes, dont l'effet est assez désastreux. Je peux en porter témoignage ayant « indirectement » assisté au déroulement d'un convoi de musulmans (de nationalité tchadienne ?) extraits de Bangui par des camions tchadiens escortés de militaires tchadiens

passablement excités qui ont paralysé Bangui pendant une demi-journée. Je confirme que cette opération s'est faite avec la « neutralité » de la MISCA et de SANGARIS (j'étais présent au PC Sangaris) qui ont laissé le champ libre aux forces armées tchadiennes !!!!

Cette « désimbrication » forcée de la population musulmane de Bangui vers le Tchad désorganise la vie économique de la capitale largement tenue par les commerçants musulmans. Elle renforce aussi le côté ethnique et surtout religieux des événements qui secouent la RCA. Le Gouvernement français, qui a forcément donné son aval à cette opération, doit s'expliquer et confirmer qu'il en a bien mesuré toutes les implications, localement et internationalement.

Conclusions

- 1- L'opération SANGARIS paraît s'essouffler. L'effectif de la force est très significativement insuffisant au regard de l'étendue de la tâche dans et hors BANGUI.

1.1-BANGUI

Il faut faire évoluer le dispositif SANGARIS dans BANGUI afin que nos personnels soient en mesure de mener une action de sécurisation inspirée de « Vigipirate » à base d'un quadrillage par patrouilles, éventuellement mixtes avec la gendarmerie RCA ou ce qu'il en reste.

Il faut renforcer notre présence par des effectifs de gendarmes capables d'assurer une « tutelle » de la gendarmerie, voire de la police, centrafricaines à BANGUI, aujourd'hui quasi inopérantes et discréditées. Le retour d'un minimum d'ordre public est une priorité pour atténuer le sentiment d'insécurité. Plusieurs escadrons de gendarmes mobiles devraient être affectés à cette tâche. C'est véritablement de ce renfort dont a besoin SANGARIS.

1.2-La situation hors BANGUI

L'action de SANGARIS n'est quasiment pas perceptible sur l'ensemble du territoire centrafricain non plus que celle de la MISCA dont l'aptitude opérationnelle est ... discutable ou tout le moins inégale.

L'impression d'immobilisme voire d'incapacité à agir du dispositif MISCA-SANGARIS est grandissante et va devenir dommageable pour l'image de la France et de la communauté internationale. Il importe que des gestes significatifs soient accomplis pour rétablir la liberté de circulation sur les différents itinéraires, réaffirmer un début d'autorité et permettre un redémarrage minimum des services publics. Quant à évoquer des élections en 2015 cela relève de l'incantation vu l'état du pays ...

- 2- Il est clair que la France se trouve désormais dans une position très difficile en RCA. Trop longtemps paralysé par son souci de ne pas agir seul en RCA le Gouvernement s'est finalement résigné à intervenir... seul et trop tard, d'où l'inadéquation de notre dispositif militaire, très sous-dimensionné.

La France pensait rejouer le scénario SERVAL et elle doit faire face à un véritable KOSOVO africain.

- 3- Si le dispositif SANGARIS/MISCA ne se retrouve pas rapidement en position d'initiative forte il y a fort à craindre que les institutions de transition centrafricaines en pâtissent directement. Et celle-ci commencent à en prendre vraiment conscience !
- 4- Il apparaît clairement que nos moyens militaires touchent à la limite de leur capacité à soutenir SANGARIS en sus des autres engagements déjà souscrits. Cela rend insoutenable la perspective d'une nouvelle réduction de nos forces terrestres telle que prévue dans la LPM votée au mois de décembre concomitamment avec le lancement de SANGARIS ! Cette incohérence ne peut être dissimulée.
- 5- Il apparaît opportun de renforcer notre dispositif en Centrafrique par une cellule civilo-militaire chargée d'assurer les coordinations indispensables entre SANGARIS d'une part et d'autre part la MISCA, les autorités centrafricaines, les ONG, le milieu centrafricain, le milieu diplomatique, et plus particulièrement l'ONU dans le cadre de la mise en œuvre de la Résolution 2134 du Conseil de sécurité.

Propositions pour le débat du 25 février sur SANGARIS

- 1- L'option d'un vote « contre » la prolongation de SANGARIS est déraisonnable. Elle ne tient compte ni de notre assentiment au lancement de SANGARIS ni de nos engagements internationaux (Résolutions 2127 et 2134 du Conseil de Sécurité).

- 2- Face à la gravité de l'enjeu pour la France l'Opposition doit obtenir du Gouvernement un certain nombre d'éclaircissements et d'assurances sur les points suivants :
 - Une information complète, précise et continue du Parlement sur la situation en Centrafrique.
 - La redéfinition du cadre d'engagement de SANGARIS et des objectifs poursuivis, enfin accompagné d'un calendrier précis et raisonnable.
 - Le renforcement significatif et adapté de SANGARIS dans la perspective de sa contribution au Projet Désarmement-Démobilisation-Réinsertion (DDR) et au retour d'un niveau de sécurité acceptable à BANGUI et plus généralement en RCA.
 - La clarification attendue sur l'attitude de certains pays dont le TCHAD et sur la nature des « arrangements » passés avec eux.
 - La création d'une Mission parlementaire sur le suivi de la crise centrafricaine et l'opération SANGARIS.
 - L'établissement d'un moratoire sur la déflation des effectifs de l'armée de terre, véritable aberration dans le contexte de rupture capacitaire auquel nos forces terrestres sont confrontées en RCA.
 - Le calendrier lié à l'indispensable et rapide mise en œuvre des dispositions des Résolutions 2127 et surtout 2134 du Conseil de Sécurité.

Le Président de la République et le Gouvernement ont engagé notre Pays dans une affaire à haut risque dont ils n'avaient pas à l'évidence mesuré les implications et les développements. La résolution 2134 du Conseil de Sécurité lie la France. Celle-ci n'a plus le loisir de se retirer, elle doit maintenant assumer au mieux les conséquences de son engagement et elle doit réussir. C'est pourquoi le Parlement doit obtenir du Gouvernement les assurances nécessaires permettant à l'Opposition de se déterminer entre un soutien conditionnel ou une abstention positive sur la prolongation de l'opération SANGARIS.

La Centre-Afrique attend beaucoup de notre Pays pour la tirer de la désespérance dans laquelle elle est plongée.

Yves FROMION
Député